

FRANÇOIS HOLLANDE ET LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN UN IRRÉSISTIBLE PARTI PRIS



DENIS SIEFFERT *

C'est dans une circonstance très particulière que, le 7 mars 2013, François Hollande a peut-être livré le plus crûment le fond de sa pensée sur le conflit israélo-palestinien, quoique de façon énigmatique. Dans la cour des Invalides, il rendait hommage à Stéphane Hessel. Un exercice pourtant très consensuel. Mais évoquant l'engagement de ce grand militant des droits de l'homme en faveur des Palestiniens, il eut soudain cette phrase cinglante : « La sincérité n'est pas toujours la vérité ». On aurait aimé connaître cette « vérité » de François Hollande qui fût contraire à celle de Stéphane Hessel. Pour la deviner, sinon la connaître, il faut retracer les premiers mois de la présidence Hollande, et sans doute aussi, rappeler l'héritage politique dont il est porteur.

Depuis le vote des Nations unies du 29 novembre 1947, appelé « vote de partage » – bien improprement d'ailleurs, tant le « partage » était inéquitable –, tous les chefs d'État ou de gouvernement français ont eu à subir l'épreuve du conflit israélo-palestinien. Parce qu'il croise deux pages tragiques de notre histoire, la collaboration avec l'Allemagne nazie et le colonialisme, ce conflit réveille toujours les passions les plus violentes. Et pas seulement en raison de résurgences douloureuses du passé, mais aussi pour des raisons démographiques, sociologiques et culturelles bien actuelles, puisqu'en France, cohabitent les plus importantes communautés juive et musulmane d'Europe. Des

* DIRECTEUR DE L'HEBDOMADAIRE *POLITIS*

communautés qui vivent l'une et l'autre avec une particulière intensité les événements du Proche-Orient. Existe-t-il un autre conflit au monde que tout candidat à la présidence de la République française se sent obligé d'évoquer dans son programme ? François Hollande n'a pas échappé à la règle. Il faut relire aujourd'hui le 59^e engagement du candidat qui, non seulement, affirmait vouloir prendre « des initiatives pour favoriser, par de nouvelles négociations, la paix et la sécurité entre Israël et la Palestine », mais qui promettait plus fermement encore de soutenir « la reconnaissance internationale de l'État palestinien ».

En ce domaine comme en d'autres, le décalage entre la promesse de campagne et la politique pratiquée ensuite par le président élu, a sûrement beaucoup contribué à son discrédit dans l'opinion. Car en fait de « reconnaissance internationale de l'État palestinien », le nouveau président a commencé par se montrer extrêmement rétif, pour ne pas dire hostile, à la simple reconnaissance du statut d'observateur de la Palestine à l'Onu. Recevant, quelques jours avant le vote, le Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou, il avait même laissé clairement entendre que la France n'accorderait pas sa voix à la demande palestinienne, dénonçant la « tentation de l'Autorité palestinienne d'aller chercher à l'Assemblée générale des Nations unies ce qu'elle n'a pas obtenu par la négociation ». Il avait surtout souhaité « la reprise sans conditions de la négociation ». La formule – apparemment anodine – épousait à la virgule près le discours des dirigeants israéliens qui ne voulaient pas entendre parler d'une « condition » qui n'en était évidemment pas une puisqu'il s'agissait du gel de la colonisation, au moins le temps des pourparlers. Un propos qui avait déjà choqué tous ceux qui pensent au contraire que le face à face dans ce conflit tellement asymétrique ne peut profiter qu'à Israël. On était donc bien loin de la « reconnaissance de l'État ». On sait ce qui est advenu. Après un sourd conflit entre l'Élysée et le Quai d'Orsay, le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a finalement forcé la main du président en se référant publiquement, et devant les sénateurs... au 59^e engagement de campagne de l'ex-candidat. Mais ce qui semblait devoir aller de soi avait été finalement le résultat d'une âpre bataille nécessitant les interventions de nombreuses personnalités. Et l'affaire avait pris un tour semi-public.

Cet épisode éclaire les suivants. Un an plus tard, la visite de François Hollande en Israël avait encore suscité de nombreuses

critiques, pas tant d'ailleurs pour les discours officiels qu'en raison d'une vidéo largement diffusée sur les réseaux, à l'insu de l'Élysée. Nous sommes le 17 novembre 2013, à la fin d'un dîner privé qui réunit le président français et sa compagne de l'époque, Valérie Trierweiler, le Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou et son épouse. Debout, micro à la main, François Hollande improvise quelques mots. Il célèbre d'abord son « amitié pour Benjamin », puis fait mine d'entonner « un chant d'amour pour Israël et pour ses dirigeants ». Ce sont évidemment les derniers mots qui heurtent une partie de l'opinion. Même les plus rompus aux obligations de la diplomatie et aux impératifs de la *realpolitik* sont choqués. Il ne s'agit plus seulement du soutien traditionnel à l'État d'Israël et à la sécurité de ses habitants, mais d'un supplément d'affect exprimé sans fard au chef du gouvernement le plus à droite qu'ait jamais connu l'État hébreu. Un homme qui pratique une politique de colonisation intensive de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est et ordonne périodiquement des bombardements sur des populations civiles. François Hollande était-il obligé de manifester un soutien aussi personnel ? Au cours du même voyage, la brièveté de l'escale à Ramallah dont le président français semble s'être acquitté comme d'une formalité, la froideur perceptible de sa relation avec Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, sont venues conforter cette impression de partialité assumée.

Mais le plus grave, évidemment, était à venir. C'est lors de la dramatique offensive israélienne contre Gaza, en juillet et août 2014 – qui fit plus de deux mille morts – que François Hollande a laissé paraître, de la façon la plus manifeste, son engagement pro-israélien. Le communiqué de l'Élysée publié le 9 juillet rendant compte de l'appel téléphonique de François Hollande à Benyamin Nétanyahou, aux premiers jours des bombardements israéliens sur Gaza, est sans doute de tous ces événements celui qui a pris la valeur symbolique la plus dévastatrice. En rappelant que la France « condamne fermement » les tirs de roquettes du Hamas, et en ajoutant qu'il « appartient au gouvernement israélien de prendre toutes les mesures pour protéger sa population face aux menaces », François Hollande a donné l'impression de donner un blanc seing à l'offensive israélienne contre Gaza. D'autant qu'à l'heure où il s'exprimait, Gaza comptait déjà de nombreux morts pour lesquels le président français n'avait pas eu un mot de compassion. Vingt-quatre heures plus tard, François Hollande avait bien tenté de

corriger l'impression désastreuse produite par ce communiqué. Mais dans son appel à Mahmoud Abbas, il n'avait fait que saluer les efforts de son interlocuteur « pour parvenir à l'apaisement des tensions ». Toujours rien sur l'offensive israélienne. Cette séquence a notamment été commentée par les Verts qui ont vu là un « soutien à la politique de représailles menée par Israël [qui] frappe aveuglément les populations civiles palestiniennes ». À droite, des voix se sont élevées aussi pour regretter un tournant qui rompt avec la position traditionnelle de la France.

Au cours de cette même séquence marquée par les images en provenance de Gaza et le décompte macabre des centaines de morts palestiniens, un autre événement est venu accréditer l'idée d'un soutien inconditionnel à la politique israélienne. Le 19 juillet, prenant prétexte d'incidents survenus une semaine plus tôt à l'issue d'une manifestation pro-palestinienne à Paris, le gouvernement faisait interdire un nouveau rassemblement de solidarité avec Gaza. Cette fois, la critique a gagné les rangs du Parti socialiste. « Celles et ceux qui prétendent ne pas vouloir importer le conflit, en soutenant une mesure d'exception, n'obtiendront en fait que l'effet contraire », prévenaient dans un communiqué les députés Alexis Bachelay, Yann Galut, Razzy Hammadi, Mathieu Hanotin, Pascal Cherki et Philippe Doucet. La suite leur donnera raison. Le rassemblement interdit réunira plus de manifestants qu'aucun autre dans ces circonstances. Et il se terminera par des heurts avec les forces de l'ordre, comme si l'interdiction avait stimulé les éléments les plus étrangers à la cause palestinienne. Une politique de Gribouille en quelque sorte. Le lendemain, le discours du Premier ministre aux cérémonies commémoratives de la rafle du Vel' d'hiv' n'arrangeait pas les choses en reprenant à son compte le thème favori des lobbies pro-israéliens : la confusion entre antisémitisme et antisionisme. De façon très significative, lorsque l'ampleur du massacre perpétré par Israël à Gaza n'a plus permis à la France de garder le silence, c'est encore Laurent Fabius qui a été le moins ambigu. Le 4 août, après un mois de bombardements, le ministre des Affaires étrangères a rappelé que « le droit d'Israël à la sécurité est total », mais qu'il « ne justifie pas qu'on tue des enfants et qu'on massacre des civils ». Quelques minutes plus tard, François Hollande lui emboîtait le pas, mais avec bien des nuances : « Comment rester neutre, faisait-il mine de s'interroger dans un discours prononcé en Belgique, devant des massacres de populations civiles, comme en Irak, comme en Syrie,

où les minorités sont persécutées ? [...] Comment rester neutre quand à Gaza un conflit meurtrier dure depuis près d'un mois ? » Un « conflit meurtrier » qui, dans le propos présidentiel, n'a donc ni cause, ni responsable. Visiblement, François Hollande, même sous la contrainte des événements, ne peut résister à sa passion pro-israélienne, et à son corollaire : une totale indifférence pour les Arabes palestiniens.

Faut-il voir dans cette succession de prises de position une évolution sur ce dossier ? En fait, son tropisme pro-israélien remonte à plusieurs années, pour autant que l'on puisse trouver traces de ce débat dans son expression publique. Ce qu'on a appelé « l'affaire Boniface », en 2001, témoignait déjà de la sensibilité politique de celui qui n'était alors que premier secrétaire du Parti socialiste. Destinataire d'une note confidentielle que lui avait adressée le directeur de l'IRIS, également délégué national du PS chargé des questions stratégiques, il avait laissé fuiter le contenu du document. Il avait surtout, au minimum, permis que se diffuse une interprétation malveillante de l'analyse de Boniface qui préconisait un rééquilibrage de la position du PS sur le conflit israélo-palestinien. Il avait finalement déchargé Pascal Boniface de sa mission de délégué national, et laissé se dérouler une campagne haineuse contre le politologue. Dans cette affaire, François Hollande avait marqué sa proximité idéologique avec un certain cercle Léon Blum, à la réputation solidement établie de lobby pro-israélien au sein du Parti. Un cercle dont le cofondateur, le socialiste François Zimeray, déclarait vouloir « faire revivre la flamme sioniste et humaniste qui n'aurait jamais dû quitter les cœurs des socialistes ».

François Hollande a-t-il rompu avec la position traditionnelle de la France dans le conflit israélo-palestinien ? Même si nous inclinons vers une réponse nettement affirmative à cette question, on se doit d'abord de relativiser la fameuse « position traditionnelle de la France », c'est-à-dire la réaffirmation de la nécessité de deux États, israéliens et palestiniens, « vivant côte à côte dans des frontières sûres et reconnues ». Au fil des ans, la formule, qui a longtemps eu une forte signification, est devenue une sorte de catéchisme totalement déconnecté de la politique réelle. Et elle n'est que rhétorique lorsqu'elle accompagne le silence de notre diplomatie devant les conséquences d'une colonisation qui continue d'empiéter sur le territoire palestinien. Elle est devenue ce qu'on appelle au Quai d'Orsay, un « élément de langage ». On imagine

mal un chef d'État français dire tout de go qu'il est hostile à un État palestinien. Même la droite israélienne ne le dit pas. Que vaut donc cette formule quand elle est systématiquement contredite par la réalité ? Cette contradiction ne date pas de l'arrivée de François Hollande à l'Élysée. Ses deux prédécesseurs, Nicolas Sarkozy et même Jacques Chirac, n'avaient pas davantage protesté contre la colonisation israélienne de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est. Cela dit, François Hollande a incontestablement franchi un pas de plus par une implication quasi affective au côté des dirigeants israéliens, doublée d'une amitié revendiquée avec Benyamin Nétanyahou. Entre les deux hommes, l'affaire avait pourtant mal commencé. Après la rencontre déjà évoquée du 1^{er} novembre 2012, où le président français et le Premier ministre israélien étaient apparus côte à côte dans l'école juive Ohra Torah de Toulouse, pour rendre hommage aux victimes de Mohamed Merah, François Hollande s'était plaint à ses proches d'avoir été instrumentalisé par Benyamin Nétanyahou, en pleine campagne électorale en Israël. Au point de l'accuser d'avoir « transformé la cérémonie en meeting électoral ». Il faut croire que l'engagement de François Hollande pour la politique israélienne est plus forte que ce genre d'incidents. Puisque, comme on l'a vu, le mouvement d'humeur du président français n'a pas durablement terni les relations entre les deux hommes.

Si François Hollande est soupçonné d'avoir infléchi la position de la France, il ne peut être accusé, en revanche, d'avoir rompu avec un héritage socialiste ancien et constant. Car les liens des socialistes français avec Israël ne sont pas nouveaux. « Je suis né juif et depuis j'ai aidé de mon mieux à la constitution du Heimata national juif en Palestine », écrivait déjà Léon Blum en 1947, avant toutefois d'ajouter qu'il n'avait cependant « jamais songé à quitter la France »¹. Des propos qui illustrent bien la sympathie des socialistes pour l'entreprise sioniste, mais aussi ses limites. Ils s'agissait d'abord d'une solidarité lointaine et non d'un engagement fusionnel. On objectera que Léon Blum n'était pas forcément représentatif de la position socialiste et que c'est davantage en tant que juif qu'il s'exprimait. Mais, en fait, il inaugurerait, à trois mois du vote de l'ONU qui donnera naissance à Israël, un positionnement qui sera repris presque aussitôt par la plupart des dirigeants de la SFIO. Les socialistes ne cachaient

¹ Éditorial du *Populaire*, 31 août 1947.

pas leur admiration pour les jeunes colons qui bravaient une terre hostile, installaient des coopératives qui renouaient, au moins dans l'imaginaire, avec la tradition sociale européenne de Fourier et Owen. Ce n'était pas seulement la mémoire toute vive du génocide qui invitait à la sympathie, mais la nature même de l'expérience sociale des kibboutz. Si l'on veut même remonter encore plus loin, on trouve trace de ce sionisme idéologique dans la couverture de la révolte arabe de 1936 par le *Populaire*, quotidien socialiste du centre de la France. L'éditorialiste, André Leroux, allant jusqu'à justifier son opposition au suffrage universel en Palestine, au prétexte que les Arabes étaient plus nombreux que les juifs. Au mieux, cette empathie pouvait s'expliquer politiquement par l'admiration pour les nouvelles coopératives qui se créaient en Palestine. Au pire, on pouvait déceler une hostilité à l'égard des Arabes solidement gravée dans la culture de la France coloniale.

Les années 1950 seront celles de l'âge d'or des relations entre le jeune État hébreu et la France socialiste. Il faut dire qu'un ciment particulier unit les dirigeants de la SFIO aux sionistes : la question coloniale. Les uns et les autres sont aux prises avec des populations arabes en révolte. Rapidement, l'ennemi commun prendra un visage, celui du président égyptien Gamal Abdel Nasser. Cette amitié quasi fusionnelle conduira au désastre de Suez. En octobre 1956, la France socialiste s'engage avec Israël et le Royaume-Uni dans une aventure militaire dont le but inavoué est de faire tomber Nasser. L'affaire tournera au fiasco lorsque Washington fera savoir son opposition. Mais le sionisme est solidement chevillé au corps des dirigeants socialistes français. Au point que même la petite avant-garde anticoloniale qui quitte la « vieille maison » pour former le PSA, puis le PSU, pour marquer son opposition à la guerre d'Algérie, ne reniera pas de si tôt ses liens avec Israël.

Après l'arrivée de De Gaulle au pouvoir, et le tournant qu'il fera prendre à la France dans ce dossier, les socialistes, condamnés à 23 années d'opposition, entretiendront toujours des liens étroits avec la gauche israélienne, et sa figure de proue, Shimon Peres. Car voilà encore un alibi pour le parti pris d'une partie de cette gauche en faveur d'Israël : ce sont alors les travaillistes qui dirigent l'État hébreu. Ils l'ont fondé, et ils en seront l'aile marchante jusqu'à leur échec électoral de 1977. Plus étonnant, et difficile à expliquer, le fait que l'amitié des socialistes français pour Israël ait traversé le temps, et résisté au changement de majorité.

Lorsque François Mitterrand, récemment élu, se rend en Israël, en 1982, c'est en effet Menahem Begin, un Premier ministre issu de l'Irgoun, l'ancien mouvement terroriste juif, qui le reçoit. Mais, contrairement, à la tradition socialiste – à laquelle d'ailleurs il n'appartient pas – François Mitterrand ne se montrera pas complaisant à l'égard de ses hôtes. Depuis l'immédiat après-guerre et l'épisode fameux de l'*Exodus*, ce bateau chargé de rescapés de la Shoah en partance pour la Palestine, mais refoulé par la Royal Navy, il jouissait du label de « très grand ami d'Israël. » Lorsqu'il arrive en Israël, en 1982, il est toujours fort du souvenir du jeune porte-parole du gouvernement qui avait pris position pour les passagers de l'*Exodus*. Mais, plutôt que d'aller dans le sens attendu par ses interlocuteurs, François Mitterrand, devenu président de la République, profitera de cette position privilégiée dans le cœur des Israéliens pour leur faire entendre des vérités qu'on n'ose guère leur dire à cette époque. De la tribune de la Knesset, il sera le premier chef d'État étranger à se prononcer en faveur d'un État palestinien. Ce qui, à l'époque, est véritablement audacieux, dans un concert international tout acquis à la cause israélienne, et marqué par le terrorisme des feddayin. Ce sera le grand paradoxe de Mitterrand. Le « très grand ami d'Israël » accomplira trois gestes historiques en faveur des Palestiniens. Après le discours de la Knesset, il interviendra pour arracher Yasser Arafat des mains des Israéliens qui l'assiégeaient, en pleine guerre civile, à Beyrouth, en 1984. Et, c'est lui encore qui décidera de recevoir le chef de l'OLP, le 2 mai 1989, à Paris, avec les honneurs dus à un chef d'État. Une décision prise en pleine intifada, qui provoquera beaucoup de remous au sein du Crif et de la communauté juive de France. Au contraire de son prédécesseur socialiste à l'Élysée, François Hollande, n'a jamais fait valoir son statut « d'ami d'Israël » pour exercer son droit à la critique.

S'il fallait trouver un précédent aux propos tenus par François Hollande au cours de l'été 2014, ce serait plutôt la mésaventure de Lionel Jospin, en février 2000. En visite en Israël, celui qui était alors Premier ministre de Jacques Chirac, avait cru devoir condamner au nom de la France « les attaques du Hezbollah et toutes les attaques terroristes qui peuvent être menées, [...] et notamment contre des soldats ou la population civile israélienne ». Ce qui lui avait valu d'être caillassé par des étudiants palestiniens sur le campus de l'université de Bir Zeit, en Cisjordanie. Et ce qui lui avait valu, tout aussi douloureusement, une sévère réprimande de la part de

Jacques Chirac qui avait réaffirmé dans un message écrit, aussitôt rendu public, « la constance de la politique étrangère de la France et l'équilibre qui inspire l'action de notre pays au Proche-Orient, action qui demeure inchangée ». Quel que soit le jugement que l'on porte sur le Hezbollah, Lionel Jospin avait commis une faute majeure : il avait oublié le contexte. C'est évidemment le caractère inopportun de son discours qui avait choqué, alors qu'Israël s'était livré à une offensive meurtrière sur le Sud Liban, quatre ans auparavant, et que le Hezbollah avait été partie à un accord dont la France de Jacques Chirac avait été l'instigatrice. Mais Lionel Jospin avait aussi été victime d'un autre contexte. Le Premier ministre était alors un futur candidat à la présidentielle et un entourage très pro-israélien l'avait sans doute convaincu de faire une OPA sur un supposé et hypothétique « vote juif ». Autrement dit, et à la différence de François Hollande, il avait sans doute plus agi par un opportunisme politique de mauvais aloi que par engagement profond au côté des dirigeants israéliens.

Pour expliquer l'indéniable tournant opéré par François Hollande, il faut enfin dire un mot d'un contexte plus général qui pèse lourdement sur la société française. François Hollande est un homme politique de « l'après 2001 ». On aurait tort de penser que l'idéologie du « choc des civilisations » a disparu avec le départ de George W. Bush de la Maison-Blanche. C'est une grille de lecture sans doute inavouable mais bien opérante dans une large part de notre personnel politique. Et François Hollande n'est sans doute pas le dernier à s'y référer dans le secret de sa conscience. Dans ce contexte, l'équivoque française vient aussi de l'usage qui est fait de la laïcité. Le cercle Léon Blum n'a pas été le dernier, dès 2003, à afficher une ferveur laïque parfois suspecte. L'idée d'une guerre de la société française contre l'islam s'est répandue de l'extrême-droite à une partie de la gauche. Les officiels israéliens et leurs amis en France n'ont pas manqué d'exploiter cette veine qui s'inscrit parfaitement dans un discours qui vise à gommer le caractère colonial du conflit proche-oriental. L'amalgame entre Hamas et Al-Qaïda dans ces deux mots « valises » que sont « islamisme » et « terrorisme » a notamment concouru à effacer l'objet même du conflit israélo-palestinien : la colonisation. C'est le grand paradoxe de cette laïcité détournée : elle a transposé les conflits sur le terrain religieux ou civilisationnel. En France, la question sociale s'en est trouvée reléguée. Et au Proche-Orient, la question coloniale est devenue un objet de déni. C'est

bien dans ce piège idéologique qu'est tombé, consciemment ou non, François Hollande. Comme pour les dirigeants de la droite israélienne, la question coloniale n'existe pas dans son discours. Moyennant quoi, il n'est pas exagéré d'affirmer qu'il est prisonnier d'une grille de lecture profondément... coloniale. Il ne manquera sans doute pas – quoique de plus en plus rarement – de rappeler « la position traditionnelle de la France » en faveur de deux États. Mais George W. Bush et feu Ariel Sharon, eux aussi, se disaient favorables à une solution à deux États...

Résumé:

Au cours de l'été, François Hollande a été accusé d'un parti pris pro-israélien d'autant plus répréhensible que les bombes s'abattaient sur Gaza. Mais l'engagement inconditionnel du président français en faveur d'Israël est ancien et constant, et il s'inscrit dans une certaine tradition socialiste, de Blum à Jospin. Il apparaît cependant encore plus incompréhensible aujourd'hui de la part d'un homme qui se réclame de la gauche que la politique coloniale de l'État hébreu n'a jamais été aussi agressive, et que le gouvernement israélien n'a jamais été aussi à droite.